

Actualités...

RÉSEAU « MARGINALITÉ JUVÉNILE DANS LA VILLE AFRICAINE » Pour une étude scientifique de la marginalité infantile et juvénile dans la ville africaine

Danièle POITOU

Sociologue CNRS

Phénomène nouveau dans des sociétés où, traditionnellement, l'enfant constituait la richesse du lignage et renforçait le prestige des communautés familiales, la *marginalité infantile et juvénile* est devenue maintenant trop importante dans les grandes villes d'Afrique Noire pour échapper aux regards. Compte tenu de l'ampleur prise depuis une vingtaine d'années par l'exode rural et la croissance des villes en Afrique, l'approche criminologique et la théorie classique de la marginalité urbaine se révèlent désormais inadéquates pour appréhender de manière pertinente le problème des enfants et des jeunes de la rue. En effet, c'est en référence à une situation globale de crise, dans un contexte de récession économique mondiale, qu'il convient de prendre en compte la multiplication des activités du secteur informel et de considérer le groupe des enfants et des jeunes de la rue non plus comme un groupe parasite et comme une menace pour le reste des citoyens, mais comme une nouvelle composante économique et sociale des sociétés urbaines africaines : Modifier le regard de la communauté sur les enfants de la rue semble être désormais un impératif prioritaire pour parvenir à une compréhension plus juste des problèmes réels et pour faciliter la recherche de solutions adaptées. Devant l'ampleur grandissante de ce problème et devant les perspectives d'évolution pessimistes liées à la conjoncture économique internationale, une prise de conscience a commencé à se faire jour donnant lieu à l'élaboration de programmes spécifiques et de manifestations diverses (Année Internationale de l'Enfant 1979, An. Int. de la Jeunesse 1985), pour souligner l'urgence des actions à entreprendre et mobiliser les organisations non gouvernementales sur ces programmes. L'observation scientifique existe déjà, mais jusqu'ici en ordre dispersé, sans coordination — donc sans accumulation —, ni entre observateurs (de disciplines diverses), ni avec ceux qui s'efforcent d'agir. Il nous paraît maintenant possible de regrouper chercheurs et praticiens concernés en vue d'une synthèse réunissant les expériences et les réflexions accumulées, afin d'approcher d'une double finalité :

— une meilleure connaissance de la société urbaine, car le phénomène est, en tant que produit, un puissant révélateur des mutations à l'œuvre dans la ville africaine ;

— une meilleure compréhension de ces enfants et de ces jeunes, indispensable pour agir auprès d'eux.

Il s'agit donc d'enfants et de jeunes (peu importe les limites d'âge précises : disons de moins de 18 ou 20 ans) qui vivent en marge des adultes, échappant à leur autorité comme à leur sollicitude. Tous ne vivent pas totalement dans la rue ou les lieux publics (marchés, gares routières, etc.), mais ils y passent un temps suffisant pour que cette marginalité soit vécue, par tous, comme une *violation de l'ordre social*. Ce qui exclut, par exemple, les enfants (parfois très jeunes) qui exercent un petit commerce ambulancier pour le compte de leurs parents : il peut s'agir de cas d'exploitation pure et simple par les adultes, et, s'il y a délinquance, elle n'est pas du côté des enfants. Ce qui définit les jeunes marginaux est donc qu'ils vivent à l'écart de l'ordre des adultes et y développent une société autonome, perçue comme transgressive et dangereuse.

De même que les grandes villes africaines ont, sous leur apparence de similitude, des structures sociales assez différenciées, les situations concrètes de ces jeunes marginaux apparaissent, dès les premières comparaisons comme nettement diversifiées.

L'un des premiers objectifs du réseau qui se constitue doit donc être un essai de *typologie des situations observées*, et tout particulièrement des *sources de cette marginalité*. A titre d'incitation à la réflexion, voici une toute première approche, issue d'une brève mise en commun d'observations faites à Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Niamey, Lomé et Douala. Elle n'a pour ambition que d'être rapidement dépassée.

Dans le continent africain la misère urbaine, si elle existe, n'atteint pas, loin s'en faut, les niveaux extrêmes observés par exemple dans les villes d'Asie et d'Amérique Latine et elle ne suffit pas à rendre pleinement compte de la présence d'enfants et de femmes vivant dans les rues. Il apparaît alors

opportun de fonder une classification de l'origine de ces enfants sur d'autres éléments, notamment la plus ou moins grande destructuration de l'environnement familial et social de l'enfant.

Pupilles négligés

Enfant de famille rurale envoyé se faire scolariser en ville auprès d'un « tuteur », auquel on n'a pas demandé son avis et qui ne peut dire non sur le moment. L'enfant, d'abord accueilli, est progressivement évincé, jusqu'à ce qu'il se retrouve à la rue (situation fréquente à Abidjan il y a une quinzaine d'années, quand le R.P. MARTIN a fondé pour eux le Village S.O.S.).

Migrants inadaptés

Famille en milieu rural ou en petite ville, avec difficultés économiques qui poussent le jeune à tenter fortune en ville, pour une migration, saisonnière ou définitive (Niamey selon Danièle PORROU, Dakar selon Odile JOURNET). La faible capacité d'intégration aux activités urbaines facilite la récupération par les bandes qui traînent sur les marchés où ils échouent.

Ruraux fugeurs

Situation analogue, mais avec conflit entre le jeune et ses parents, d'où fuite en ville, perçue comme définitive : les risques de dérive vers la délinquance sont beaucoup plus graves (Ouagadougou, à l'époque de Jean HOCHET). C'est probablement surtout de ce type de situation que procèdent les jeunes prostituées.

Jeunes désœuvrés

Famille citadine où s'est affaiblie l'autorité des adultes sur les jeunes ; jeunes ayant abandonné l'école sans pouvoir s'intégrer dans des activités professionnelles d'adultes : regroupement en bandes de jeunes désœuvrés à l'affût d'occasion de gains faciles (Abidjan-Anyama selon Konin ABOYA). Situation particulièrement grave quand la famille, qui était bien adaptée en milieu rural, se désorganise en venant s'installer en ville (difficultés d'adaptation à la vie urbaine du ménage polygame : Douala-Yabassi selon Berthe NSEKE).

Enfants abandonnés

Phénomènes d'exclusion par une classe sociale ascendante qui rejette les « mésalliances » ; aggravations de l'individualisme dans un contexte de grande instabilité conjugale et de départ des hommes (Lomé des années 1960-70, selon Yves MARGUERAT).

« Fils de personne »

Le terme du gradient qui nous sert ici de fil conducteur (et non d'explication) est l'absence de famille, l'enfant n'étant plus reconnu, ni pris en charge (matériellement et symboliquement). C'est, semble-t-il, le cas des « parkings boys » du R.P. GROLL à Nairobi, issus d'un quartier de prostituées, ou

des plus jeunes des gamins de la rue à Lomé, nés (depuis 1970 environ) de ménages inter-ethniques précaires (une mère de la ville, un père fonctionnaire du Nord ou commerçant étranger).

Il est évident que ces catégories correspondent à des types d'enfants très différents par l'âge, le degré de perturbation psychique, l'ampleur de l'asocialité (y compris entre eux), le degré d'acculturation, la structure urbaine... Il apparaît aussi immédiatement que la situation des filles et leur position en cas de destructuration sont, en général, nettement différentes de celles des garçons.

Toute action auprès de ces enfants doit, pour réussir, être conçue en fonction d'une définition précise de chaque situation : on ne traitera évidemment pas de la même manière un abandonné de 10 ans, un désœuvré de 15 et un rural fugeur de 18...

La démarche — purement taxonomique — proposée ici ne tient pas compte des faits de restructuration, de la place et de la fonction que tient la marginalité dans la société. On voit que le champ des analyses possibles est remarquablement ouvert et promet d'être fécond.

Une autre approche sera l'analyse du fonctionnement concret de ces gamins des rues : vivent-ils seuls, en bandes, « maqués » (par de plus grands, par des adultes) ? et de quoi : petits métiers réels (micro-commerces, cireurs de chaussures) ou fictifs (gardiens de voiture contre la seule menace qu'eux-mêmes représentent), mendicité, prostitution (auprès de qui) ? En quels endroits (rues commerçantes, gares routières, édifices publics et autres points forts de l'espace urbain) ? Avec quels risques pour leur développement physique et mental (alimentation, drogues, suicide, maladies diverses...) ?

Un effort important d'analyse des processus et des modalités s'impose donc dans tous ces domaines, appuyé, dans la mesure du possible, sur un minimum de quantification.

Pour fonctionner intellectuellement, le réseau pourra travailler en liaison avec les structures scientifiques qui s'intéressent à la ville africaine (département « urbanisation » de l'ORSTOM, CNRS, ENDA (Dakar), INADES (Abidjan), etc.) ou à la délinquance en milieu urbain (RIFF de l'Université de Paris XII - Créteil). Un travail d'analyse bibliographique des travaux, recherches et pratiques sur ce thème devra être rapidement conduit.

Dans le but de parvenir à une observation plus différenciée des diverses catégories de jeunes concernés et des spécificités de chacune des situations relevées d'une ville et d'un pays à l'autre, un premier travail de collecte de l'information a été réalisé donnant lieu à la publication d'un document disponible au Centre d'Études Africaines (54, bd Raspail, 75006 Paris) et présenté au Forum d'Abidjan qui a réuni en mars 1985 sur ces thèmes des chercheurs et des responsables engagés dans des actions menées en faveur de ces jeunes. Associer ainsi des pratiques d'action et des pratiques de recherche ne peut qu'être extrêmement fécond pour tous. Le réseau se propose aussi comme objectif la poursuite de la collecte de ces données et la mise en place d'une structure d'observation permanente du phénomène pour réaliser un travail bibliographique actualisé et, dans la mesure du possible, informatisé. Il s'appuiera sur le concours de correspondants institutionnels ou individuels en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique, pour suivre et analyser les recherches effectuées dans ce domaine et centraliser la littérature (publiée ou à diffusion plus restreinte) relative à ces questions.

PARTICIPANTS ACTUELS

- Konin ABOYA, Ivoirien, étudiant en sociologie ; prépare un doctorat de III^e cycle sur les « nouchi », bandes de jeunes des quartiers nord d'Abidjan.
- Yves BRILLON, Canadien, sociologue Centre International de Criminologie comparée, Montréal. A enseigné plusieurs années à l'Institut de Criminologie d'Abidjan. Auteur de « Ethno-criminologie de l'Afrique Noire ».
- René COLLIGNON, Belge, psychologue CNRS (LA 140 : « Ethnologie et sociologie comparative », Nanterre), après expérience de psychiatrie et psychopathologie à Dakar.
- Monique GAREAU, Française, éducatrice spécialisée, formatrice, sociologue EHESS ; prépare un doctorat de III^e cycle sur « Déperdition scolaire et inadaptation juvénile à Niamey ».
- Pierre GRELLEY, Français, informaticien, CNRS. Travaille au CRIV (Centre de Recherches Interdisciplinaires, Vaucresson). Responsable de l'association PRISME : travaille sur les problèmes de documentation dans le secteur social.
- Guy HOUCHON, Belge, juriste, professeur à l'École de Criminologie de Louvain-la-Neuve. A enseigné plusieurs années au Zaïre. Travaille sur les problèmes de marginalité urbaine dans le Tiers-Monde.
- Odile JOURNET, Française, ethno-sociologue à l'Université de Saint-Étienne, participant aux laboratoires du CNRS de Lyon (GLYSI) et d'Ivry (LA 221 : « Systèmes de pensée en Afrique ») ; travaille sur les Diola en Casamance, en Guinée Bissau et à Dakar.
- Yves MARGUERAT, Français, géographe ORSTOM ; travaille sur les problèmes spatiaux et sociaux de la ville de Lomé ; secrétaire général de l'Association pour la Promotion de l'Enfance à Lomé.
- Berthe NSEKE, Camerounaise, assistante sociale, stagiaire à l'Institut du Travail et Recherche Sociale de Montrouge ; prépare un Diplôme Supérieur de Travail Social sur la délinquance juvénile à Douala (Quartier Yabassi).
- Danièle POITOU, Française, sociologue CNRS (LA 94 : « Sociologie et géographie africaines »), auteur de « La délinquance juvénile au Niger » ; travaille sur les problèmes sociaux des villes au Niger, au Nigéria et au Togo.
- Geneviève VERMÈS, Française, psycho-anthropologue, Université de Paris VIII ; travaille sur les problèmes de langue dans la marginalisation.
- André YOSSA, Camerounais, géographe, stagiaire à l'Institut du Travail et de Recherche Sociale de Montrouge ; travaille sur la délinquance juvénile à Douala (Centre d'accueil et d'observation de Bépanda).
- CONTACT PERMANENT : Danièle POITOU, 11, rue Paul Chatrousse, 92200 Neuilly.
- CONTACT ORSTOM : Yves MARGUERAT, Centre ORSTOM, BP 375 Lomé (Togo).